



Grands formats

Éducation à la sexualité

L'éternelle fracture

Dix ans après la polémique des "ABCD de l'égalité", le nouveau programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle suscite déjà l'indignation des réacs de toute confession. Et pourrait bien raviver la guerre scolaire

Par Gurvan
Le Guellec

Photo Mathias
Benguigui

Osera ou n'osera pas ? Il y a quelques jours, c'était encore la question... avant le 49.3. Le 12 décembre, le ministère de l'Éducation nationale est censé présenter le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars), qui doit s'appliquer à la rentrée prochaine, de la petite section à la terminale. Un projet lancé il y a deux ans par le ministre Pap Ndiaye, pour rendre effectives les trois heures d'éducation sexuelle prévues par la loi depuis 2001 – dont, aujourd'hui, seuls 15 % des élèves bénéficient.

Au vu des bouleversements qui traversent la société française depuis dix ans, on pourrait presque s'étonner que cette initiative ne soit pas arrivée plus tôt : d'abord, les notions de consentement, de violences sexuelles, d'assignation de genre (l'assignation d'un rôle ou

d'une fonction stéréotypés selon le genre de la personne) commencent à s'imposer dans la conversation publique ; ensuite, à force de drames, la question du harcèlement, devenue nodale, a obligé le monde adulte à regarder en face les stigmatisations et le refus de la différence qui perdurent dans les cours d'écoles.

Mais il faut croire que ce constat ne fait pas consensus. Mercredi 27 novembre, lors de la séance de questions au gouvernement, c'est le ministre délégué chargé de la Réussite scolaire lui-même, le Républicain Alexandre Portier, qui dégainait la sulfateuse contre ses propres services, accusés d'avoir produit un programme « *pas acceptable en l'état* ». Ses défauts ? Se substituer à l'autorité des parents qui devraient « *rester les premiers éducateurs* », faire la promotion d'une supposée « *théorie du genre* » et ne

pas respecter suffisamment le développement de chaque enfant. Un argumentaire repris quasiment mot pour mot par le secrétariat général à l'enseignement catholique (SGEC) et l'Association des Parents d'Elèves de l'Enseignement libre (Apel), deux jours plus







« ce sont de fausses informations », et « il n'y a qu'une seule ligne, celle que je défends ». Qui est aussi celle... de son mentor, Gabriel Attal, très favorable, comme la plupart des députés Renaissance, à ce projet. Ces oscillations ne sont pas anodines. En 2014, les « ABCD de l'égalité », lancés par Najat Vallaud-Belkacem pour les élèves de primaire, avaient suscité l'émergence d'un axe « catho-islamo-réac » et donné lieu à des déscolarisations inédites, notamment dans les quartiers populaires. Le dispositif n'avait pas survécu à cette étrange alliance. Et les enseignants, confrontés à la rumeur persistante relative à de prétendus cours de masturbation en maternelle, en subissent encore les contrecoups, au point que les syndicats ont dû leur fournir un contre-argumentaire. Vous souriez ? Les tractages organisés méthodiquement à l'entrée des écoles depuis la rentrée et le matraquage nauséabond des médias du groupe Bolloré, qui font tout pour faire gonfler la polémique, devraient plutôt inquiéter.

← Intervention de l'association Sangs mêlés sur le thème des stéréotypes de genre, dans une classe de l'école primaire Aimé-Césaire, à Saint-Denis, le 30 avril.

tard. Donnant tout d'un coup un petit goût de guerre scolaire à l'affaire, puisque les organisations du public – de profs et de parents – soutiennent le projet.

Face à cela, la ministre de l'Éducation nationale, Anne Genetet, a semblé hésiter. Elle qui défendait le nouveau programme, le qualifiant d'« équilibré » et « très progressif », a communiqué subitement le 27 novembre sur un « alignement » entre ses positions et celles de M. Portier. Avant de procéder, le lendemain, à un recadrage brutal : « Non, la théorie du genre n'existe pas »,

LA MÊME ANTIENNE

Car la galaxie du « péril sexuel à l'école » est à la fois vaste et bien organisée. La bollosphère donc, mais aussi les « Parents vigilants » d'Eric Zemmour, ou les derniers reliquats de La Manif pour tous réunis dans le Syndicat de la Famille de Ludovine de La Rochère. Ainsi que les troupes très actives de SOS Education et leur pétition « A l'école, enseignez-moi les divisions, pas l'éjaculation », réunissant – paraît-il – 84 000 signataires. Tout ce petit monde, avec plus ou moins de nuance et de subtilité, rabâche la même antienne : sous couvert de lutte contre les discriminations





↑ Rassemblement à Paris le 14 septembre en soutien à Gisèle Pelicot et à toutes les victimes de violences sexuelles. La notion de consentement fait partie du programme d'éducation à la sexualité.

et d'acceptation de la différence, l'école ferait la promotion de la sexualisation précoce, de l'homosexualité et de la fluidité de genre.

Crédible ? C'est en tout cas ce qu'assure Philippe Delorme, le secrétaire général de l'enseignement catholique, qui va même jusqu'à parler d'une « *volonté d'endoctrinement des enfants* ». Le SGEN fait bien quelques efforts de diplomatie – il partage ainsi les « *ambitions de la démarche* » sur « *l'intimité* », « *l'éducation au consentement* » et « *l'égalité entre filles et garçons* » – mais, pour le reste, tout n'est que poudre de Belzébuth. Parler des différentes formes de familles, hétéro comme homoparentales, dans les petites classes de primaire ? Un hors-sujet. Amener les élèves de cinquième à « *connaître et assumer leurs préférences, comprendre qu'elles peuvent évoluer* » ? Une manipulation « *dangereuse* » des premiers émois de l'adolescence.

Réfléchir en terminale sur la différence entre pornographie et érotisme ? Une « *perte de temps* ».

La critique est radicale. Et nous semble injuste. Comblant l'absence de cadrage qui prévalait jusqu'ici, les nouveaux programmes viennent précisément réduire les risques de dérives propagandistes et militantes, quelles qu'elles soient. La sexualité n'y est pas représentée, comme jadis, sous l'angle unique de la fonction reproductive ; ni, évidemment, comme une compilation de pratiques façon « *Kama-sutra* ». Elle est simplement abordée pour ce qu'elle est : une part importante du rapport à soi et la forme la plus engageante et la plus troublante du rapport à l'autre.

ARMER LES ENFANTS

Les objectifs de la puissance publique sont d'ailleurs transparents : armer les enfants, dès le plus jeune âge, face aux atteintes dont ils pourraient être les cibles, les sensibiliser à l'acceptation des différences, et les aider à se construire dans une sexualité libre et respectueuse en prenant conscience (sans forcément les rejeter) des conformismes culturels, mercantiles ou sociétaux. Une approche fidèle à la mission émancipatrice de l'école, mais également en quête d'équilibre. En première, par exemple, il est proposé de réfléchir aux « *violences que peut engendrer le déni envers soi et envers les autres* » – vaste sujet pour l'Eglise – mais également à « *l'idée que la relation sexuelle n'est pas obligatoire pour exprimer son amour ou son affection* »... De l'art de la nuance.

Ce que souligne la polémique actuelle, c'est que l'opinion publique sur ces sujets reste fracturée. Ce qu'il reste du catholicisme français ne digère pas la diversification des orientations, objectivée par la dernière grande enquête Inserm sur la sexualité des Français (38 % des femmes de moins de 30 ans ne se

déclarent plus strictement hétérosexuelles). La droite conservatrice retombe, elle, dans ses habituelles apories. Encenser l'autorité toute-puissante des enseignants quand il s'agit d'endiguer l'« *emprise islamiste* » dans les écoles mais... les suspecter d'idéologie quand on leur confie la mission d'émanciper des enfants qui ne sont pas musulmans.

Cela étant dit, les réticences ne se limitent pas au microcosme réactionnaire. « *Beaucoup de parents, tout particulièrement dans les classes populaires, se sentent dépossédés à l'idée que l'école entre dans la sphère de l'intime*, souligne le Pr Daniel Marcelli, ancien président de la Société française de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent et Disciplines associées (SFPEADA). *Le problème, c'est que, souvent, ils peinent à parler d'affect, d'émotion et encore plus de sexualité. La question est donc de savoir ce que l'on veut pour nos enfants : une information raisonnée délivrée par l'école ou une information sauvage sur internet ?* » Sachant que la moitié des enfants de 11 ans a déjà consulté des sites pornographiques sur leur smartphone, comme l'a rappelé la ministre Anne Genetet.

Reste un regret, partagé par tous les acteurs éducatifs : que l'Éducation nationale, dans cette affaire, ait travaillé une fois de plus en vase clos, en évitant soigneusement d'associer les parents les plus inquiets, notamment ceux du privé, à ses réflexions. « *Dans un monde idéal, il aurait été bon que les cours d'éducation sexuelle soient accompagnés d'ateliers avec les familles, pour lever les malentendus et dissiper les fantasmes* », souligne Daniel Marcelli. On en est loin. Le ministère, qui n'a jamais brillé par sa capacité à gérer l'humain, a plutôt adopté la stratégie de l'autruche : tant que les parents ne font pas d'esclandre, on les suppose en accord avec la mesure. Une conception pour le coup très peu « *Evars-compatible* » du consentement.